

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

**CONTRE LA MISERE ET LA BARBARIE,**

**UNIFIER**

**ET**

**DEVELOPPER**

**LES LUTTES**

**OUVRIERES**

Jamais, depuis la seconde guerre mondiale, la classe ouvrière n'avait connu une telle dégradation de toutes ses conditions de vie. Jamais le capitalisme ne lui avait infligé un tel degré de misère et de barbarie.

Aujourd'hui, dans les pays les plus industrialisés du monde capitaliste, ces pays qui se prétendent la fine fleur de la "démocratie" et de la "civilisation", la classe ouvrière voit ses conditions d'existence attaquées quotidiennement, par la succession des plans d'austérité d'une ampleur et d'une violence toujours croissantes. Chaque jour, ce sont des milliers d'ouvriers qui sont brutalement réduits au chômage, tandis que pour ceux qui ont encore le "privilège" d'avoir un emploi, ce sont de nouvelles amputations de leurs salaires réels, de nouvelles augmentations des cadences de travail, qui leur sont imposées.

Aujourd'hui, non seulement la classe ouvrière de ces pays situés au cœur du capitalisme est confrontée au développement d'une misère qui ne peut que s'amplifier au rythme de l'accélération d'une crise économique insoluble, mais elle est désormais directement menacée par l'utilisation des attentats terroristes contre la population, armes utilisées dans les règlements de compte entre fractions rivales de la bourgeoisie, et qui frappaient jusqu'à présent les populations des pays sous-développés. Toute cette misère et cette barbarie qui s'accroissent en plein cœur de l'Europe occidentale, et viennent frapper maintenant les grandes concentrations ouvrières, sont le lot d'un système moribond -le capitalisme mondial- qui, en s'enlisant dans sa propre putréfaction, montre de plus en plus ouvertement qu'il n'a plus rien à nous offrir qu'une misère, une barbarie croissante, et au bout du compte une troisième guerre mon-

diale. Ainsi, cette vague d'attentats terroristes en France, est particulièrement significative d'une situation de pourrissement, de décomposition, de barbarie, engendrée par l'effondrement inéluctable de l'économie mondiale et le développement des affrontements inter-impérialistes qui perdurent au Moyen-Orient. Et ce système en pleine décomposition, c'est celui de la classe exploiteuse, celle de tous les Etats capitalistes, de l'Ouest comme de l'Est, celle qui vit du sang et de la sueur des ouvriers. Cette classe bourgeoise qui ici, dans les grandes métropoles industrielles, est responsable du chômage et de l'austérité est la même que celle qui, à travers ces différents Etats, pose les bombes à Paris, plonge dans la famine les populations d'Ethiopie, du Soudan, du Ghana, bombarde les populations civiles en Iran, en Irak, en Afghanistan, au Liban, en Libye...

Aujourd'hui, au moment où l'accélération de la crise économique contraint la classe dominante à asséner en permanence et sans détours des attaques massives, frontales, contre toute la classe ouvrière, la bourgeoisie française nous demande de faire cause commune avec elle, au nom de la lutte contre le terrorisme qui menace la "démocratie". Elle nous demande de resserrer les rangs derrière elle, c'est-à-dire derrière les intérêts d'un des brigands impérialistes qui se partagent le monde : l'Etat français, un des principaux protagonistes pleinement impliqué dans toutes les boucheries qui se déclinent au Moyen-Orient et en Afrique. Elle nous appelle à cautionner la poursuite de toutes ses offensives impérialistes, et pour cela, elle nous exhorte à "garder notre calme", "notre courage", c'est à dire à renoncer à nos luttes contre la dégradation permanente de nos conditions de vie

La classe ouvrière n'a aucun intérêt ni à se laisser paralyser par l'horreur des attentats terroristes, ni à laisser dévier ses luttes contre la misère et l'austérité sur un terrain qui n'est pas le sien. Et elle a encore moins intérêt à hurler avec les loups du Front National au PCF, à s'aligner derrière les bannières de l'Etat bourgeois : l'union avec ses propres exploités a toujours signifié pour les ouvriers encore plus de misère, de sacrifices, et, au bout du compte, la guerre généralisée, comme ce fut le cas en 14 et en 39. Se laisser intimider, c'est laisser les mains libres à la bourgeoisie pour accélérer ses préparatifs guerriers.

Aujourd'hui, moins que jamais, la classe ouvrière en France, comme dans tous les pays centraux du capitalisme, n'est prête à marcher au pas, derrière "sa" propre bourgeoisie nationale. Bien au contraire, l'énorme combativité qu'elle développe depuis 3 ans sur son propre terrain de classe dans tous les pays, la méfiance croissante qu'elle manifeste à l'égard des appareils d'encadrement bourgeois -les syndicats- le gigantesque mouvement de riposte massive qu'elle a développé au printemps dernier en Belgique, le besoin qu'elle ressent partout, et de plus en plus, d'unifier ses luttes -sont là pour montrer clairement dans quelle voie la classe ouvrière s'engage aujourd'hui dans les grandes métropoles capitalistes : non pas celle de l'adhésion aux idéaux bourgeois, mais celle de combats de plus en plus massifs, solidaires, et unis.

Malgré toute l'émotion que ressent aujourd'hui la classe ouvrière en France face à cette vague d'attentats terroristes, sa préoccupation centrale reste -et doit rester- contenue dans la question : comment renforcer son propre combat de classe contre la dégradation inexorable de ses conditions d'existence? Avec la violence des attaques portées contre toute la classe ouvrière, violence à laquelle vient s'ajouter maintenant la barbarie meurtrière du terrorisme, le prolétariat doit trouver aujourd'hui une raison supplémentaire pour ne faire aucune concession à l'Etat bourgeois. En France, comme dans tous les pays d'Europe d'occidentale, il doit continuer à développer ses luttes en s'engageant résolument sur le chemin tracé par les ouvriers de Belgique : celui de l'unification de son combat. Voilà le seul moyen pour la classe ouvrière non seulement de défendre efficacement ses intérêts immédiats, mais surtout de prendre confiance en elle-même, de développer ses propres armes, celles qui lui permettront de mettre un terme à la misère et à la barbarie capitaliste, en affirmant sa propre alternative : la révolution communiste mondiale.

A BAS L'UNION NATIONALE DE LA BOURGEOISIE! VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE!

Avril.

## Sommaire

### FRANCE :

- Les attaques anti-ouvrières redoublent.....p.2
- L'extension des grèves se heurte aux syndicats.....p.2
- L'utilisation de l'anti-terrorisme.....p.3
- CRISE MONDIALE : le pire est devant nous.....p.5
- TOGO: l'impérialisme français à l'œuvre.....p.5
- ESPAGNE: pas de trêve pour la lutte.....p.6
- POLEMIQUE: les révolutionnaires à l'épreuve des luttes.....p.6
- CHOMAGE: tous les ouvriers sont concernés.....p.8

**ATTENTATS TERRORISTES**

**BARBARIE ET DECOMPOSITION**

**DU SYSTEME CAPITALISTE**

**VOIR P. 4**

# "UNION NATIONALE" DE LA BOURGEOISIE OU PAS LA LUTTE OUVRIERE SE POURSUIT ET VA SE DEVELOPPER

■ Le vacarme fait autour des récents attentats terroristes et des mesures "sécuritaires" qui leur ont succédé ne parviendra pas à faire taire la colère des ouvriers face aux attaques frontales sans précédents qui se multiplient contre leurs conditions de vie et leurs salaires.

Malgré l'émotion toute légitime créée par ces événements, la combativité ouvrière n'est en rien entamée. Tout au plus, ce battage mené de main de maître par toutes les fractions bourgeoises confondues est-il parvenu à faire le silence sur les conflits qui se déroulent çà et là au même moment :

- à la SNCF, la grève des conducteurs du dépôt de la banlieue Nord de Paris se poursuit (le 27-9) contre les projets de suppression de primes, avec menace de s'étendre aux conducteurs des autres dépôts. De même des débrayages ont eu lieu dans le secteur Paris Sud-Est contre la suppression de postes;

- les ouvriers des chantiers navals de la Norme à Dunkerque, à la Ciotat, ceux-là même qui avaient promis "d'être présents à la rentrée" (voir RI n°147) manifestent à nouveau leur détermination à poursuivre la lutte, contraignant les syndicats -notamment la CGT- à prendre les devants dès le début du mois de septembre;

- à la RATP, sur les lignes du RER, des mouvements incessants et des débrayages sporadiques témoignent de la vitalité intacte et de la détermination des ouvriers à se battre contre les licenciements;

- A Renault-Billancourt, c'est quasi-quotidiennement depuis la rentrée que des manifestations et des débrayages ont lieu sous la poussée de la colère ouvrière;

- A EDF-GDF, contre la remise en cause des statuts et les suppressions de postes, ce sont plus de 4500 ouvriers des 5 ateliers de traitement informatique qui sont en grève depuis le 4 septembre. Le conflit menace de s'étendre, notamment aux centres de distribution de banlieue;

- le 17 septembre, 11 700 dockers de 33 ports de commerce se mettent en grève sur les mêmes bases revendicatives;

- au début septembre, grève à bord des 5 navires de la compagnie Dreyfus contre la menace des licenciements;

Non, il n'y a pas de trêve sociale au profit de "l'unité nationale", comme veut le faire croire la bourgeoisie et ses médias. Lorsque, comme aux PTT ou dans certains établissements scolaires, les travailleurs refusent de se laisser enrôler dans la fonction de "surveillants-vigiles" qu'on tente de leur assigner, ils signifient par là leur refus du "consensus national" tant souhaité par la bourgeoisie.

Le mécontentement et la colère ouvrière sont plus tenaces que toutes les campagnes que peut orchestrer la bourgeoisie.

Ils sont le résultat d'une longue et profonde accumulation d'attaques. On demande cyniquement aux ouvriers de supporter l'insupportable : partout on réduit de la même façon les salaires par divers biais (Sécurité Sociale, chasse aux primes, gel des

salaires, impôts...), mais les charges de travail sont de plus en plus lourdes ; partout on licencie en masse et les cadences ne cessent d'augmenter. A cela viennent encore s'ajouter la répression, les contrôles perpétuels, l'insécurité permanente pour tous les travailleurs et leurs familles. De même que la bourgeoisie a su mettre à profit la période des congés d'été pour accentuer ses attaques, aujourd'hui elle exploite au maximum cette vague d'attentats pour frapper encore plus fort, notamment en adoptant le budget 87 (voir article p.2).

Contre cela, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de poursuivre leur combat pour défendre pied à pied leurs intérêts de classe. Mais ils ont aussi le sentiment, par leur expérience accumulée, qu'ils ne peuvent le faire n'importe comment : les pétitions sans lendemain, les manifestations dans la division, chacun derrière son secteur, sa bannière, les défilés qui visent à épuiser, démoraliser les ouvriers, toutes les manœuvres de cloisonnement orchestrées par les syndicats, CGT en tête, ont fait la preuve de leur inefficacité.

Les questions des ouvriers sur la nécessité vitale d'élargir et d'unifier les luttes comme condition à l'établissement d'un rapport de forces en leur faveur, questionnements qui se sont clairement posés, notamment lors de la lutte des ouvriers de Dunkerque en juin dernier, restent au cœur des préoccupations de la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si les syndicats et particulièrement la CGT ne cessent de parler de l'"unification des luttes" :

"C'est le moment d'y aller tous ensemble dans tout le secteur public et nationalisé. Fort et vite -que ça se voie et s'entende- par les grèves et les manifestations." Voilà en quels termes la CGT qui, depuis cet été, s'est illustrée dans des "actions dures" comme à Renault, au service de son image de "seul syndicat à la pointe du combat", s'empare des besoins ressentis par les ouvriers d'unifier leurs luttes pour tenter d'anticiper sur la colère ouvrière, de désamorcer la combativité, de vider les conflits de tout potentiel d'élargissement.

Au-delà de la campagne d'"union nationale" à laquelle ils s'associent pleinement pour tenter de déboussoler, détourner les travailleurs de leur terrain de classe (quarts d'heure d'information et de recherche contre le terrorisme à la RATP notamment) dans chaque lutte, les syndicats se répartissent habilement les rôles pour tenter d'empêcher, de désamorcer toute tentative d'unifier les luttes :

-1. en tentant de détourner les revendications des ouvriers sur le terrain de la défense du syndicalisme : ainsi, à Renault-Billancourt, la CGT est particulièrement active sur le terrain pour tenter de polariser l'attention des ouvriers sur le licenciement des 27 délégués syndicaux. Les gauchistes à ce point manifestent leur plein soutien à la politique de détournement de la CGT : la LCR notamment, enfonce le clou : "la classe ouvrière privée de ses militants combatifs ne pourra pas lutter efficacement."

-2. en faisant l'impasse sur les luttes en cours et en isolant les centres explosifs, les secteurs entre eux.

Ainsi, dans les Chantiers Navals de Dunkerque où la CGT propose comme action "d'empêcher l'envoi à la Ciotat (dont les ouvriers sont tout autant concernés par la fermeture du site de la Norme) de pièces de métal sorties de "leurs" ateliers". De plus ils taisent les mouvements qui se déroulent au même moment à la Seyne, aux ateliers et chantiers à La Ciotat, ou à La Rochelle.

Ainsi, à EDF-GDF, en maintenant le cloisonnement entre centres parisiens et centres de banlieue, en bloquant les informations d'un centre à l'autre, en enfermant les ouvriers dans l'action d'occupation des bureaux afin de contrer toute tentative d'extension de la lutte;

-3. en organisant des mascarades d'unification.

Ainsi, tout en prônant en paroles l'action "de masse et d'envergure", appellent-ils, chacun à leur tour, à des manifestations dans Paris le 30 septembre pour la CGT, le 21 octobre pour la CFDT et FO. Manifestations soigneusement préparées, et précédées par des actions visant à écoeurer les travailleurs, à les dégoûter de la lutte (succession de débrayages de 2 heures dans les secteurs conflictuels ; propositions de revendications telles que la "défense du secteur public", "contre la casse des entreprises"). Mais le fait que les syndicats sont ainsi contraints de se répartir à ce point les rôles jouant à la surenchère de radicalité, le fait qu'ils soient contraints de maintenir leurs appels à ces manifestations, alors que, sous couvert d'anti-terrorisme, elles sont déclarées illégales et interdites, montre que la détermination et la combativité ouvrière restent intactes, et que la poussée ouvrière s'amplifie.

Ainsi, le 23-9 à EDF-GDF, sous la pression du mécontentement qui se manifeste dans les centres de banlieue, les syndicats organisent un simulacre de manifestation unitaire. Unité syndicale s'entend. La manifestation est convoquée le jour même, sans publicité, et en ayant bien soin de ne fixer ni heure ni lieu de rendez-vous clairs.

-4. en s'emparant du besoin ressenti par les travailleurs de réunir, de discuter et décider tous ensemble des actions à mener, à travers l'appel à des AG soigneusement cloisonnées les unes des autres comme celles qui ont eu lieu à la Gare du Nord, réunissant le même jour d'un côté les cheminots, de l'autre les ouvriers de l'EDF.

La bourgeoisie craint par-dessus tout les explosions sociales qu'elle ne pourrait contenir. Telle est la raison fondamentale de la mobilisation tous azimuts des syndicats sur le terrain des luttes.

Si les campagnes autour de l'anti-terrorisme ont pu momentanément retarder une riposte d'envergure, elles ne sont pas pour autant parvenues à entamer la volonté et la détermination de l'ensemble des travailleurs à continuer à résister pied à pied aux attaques capitalistes. L'heure n'est pas à une quelconque trêve sociale, mais à la poursuite des combats ouvriers. Aujourd'hui, comme avant la période estivale, les mêmes questions restent encore posées au cœur des luttes : comment lutter efficacement? Comment développer concrètement la solidarité et l'élargissement des luttes?

MO.

## BUDGET 87, LICENCIEMENTS LES ATTAQUES S'INTENSIFIENT CONTRE TOUS LES OUVRIERS

■ Austérité, licenciements, augmentation des cadences de travail, attaque généralisée sur toutes nos conditions de vie, c'est avec brutalité que la bourgeoisie française pousse et renforce ses mesures anti-ouvrières. Déjà cet été, elle avait mis à profit la période des vacances pour porter une attaque sans précédent sur tous les secteurs de la classe ouvrière, à tous les niveaux (voir RI N°148).

Et il n'y a pas de répit. A peine les premiers attentats terroristes apparaissent-ils en septembre qu'elle déployait avec empressement toute une campagne gigantesque sur ceux-ci (voir article page 3), s'en servant de rideau de fumée pour accélérer la poursuite des licenciements, l'annonce d'autres à venir et la mise sur pied d'un programme d'austérité montrant que les coups vont redoubler de force.

Ainsi le projet de budget annuel de l'Etat est éloquent :

- 19 000 suppressions d'emplois prévues dans la Fonction Publique, dont 4 600 aux PTT, 4 500 dans l'Education nationale, 2 500 à l'Equipe, au Logement et aux transports, plus de 3 000 à l'Economie et aux Finances ; pour les plus lourds ;

- reconduction du blocage des salaires imposé en 85 par la gauche ;

- augmentation des prélèvements pour la Sécurité Sociale et de la cotisation vieillesse (alors que les pensions aux personnes âgées diminuent), augmentation réelle des impôts face à leur prétendue baisse ; ce qui veut dire une ponction accrue sur les revenus ;

- sous prétexte de combler le déficit de 16 milliards de la Sécurité Sociale, Sécurité Sociale sur le budget de laquelle le gouvernement veut de plus économiser 9 à 10 milliards de francs :

. par le licenciement d'ici 1990 de 25 000 employés ;

. par la réduction des prises en charge à 100 % dans le cas de certaines maladies et la diminution du remboursement des médicaments (3 seulement par ordonnance ! ) ;

. par l'augmentation du forfait hospitalier, institué par la gauche, de 23 à 31 francs.

Les ouvriers ne doivent plus être malades ou pour pas trop cher !

Eloquentes aussi de la détermination de la bourgeoisie à frapper le plus fort possible sont les priorités données à ce budget ; qu'on en juge ! Défense d'abord, puis Intérieur et Justice, enfin Emploi.

Le budget de la Défense absorbe 60 % à lui tout seul des nouvelles mesures du projet et les crédits pour l'équipement dans ce secteur atteignent une augmentation de 13, 40 % : la France a un rôle militaire de premier ordre dans le monde, aux ouvriers de le payer. A l'Intérieur, 209 emplois nouveaux sont créés en plus du renforcement de la police nationale par 800 appelés et, parallèlement à cela, dans la Justice, la création de 1 028 emplois doublée d'une augmentation des crédits de paiement qui devraient permettre d'augmenter de 2 491 "nouvelles places (!) de détention". Tout est prévu, se complète : encore et toujours plus de flics dans la rue, et pas seulement pour nous tabasser et nous surveiller, mais aussi nous mettre en taule, où là aussi ce qu'il faut est prévu. Ce n'est pas pour se prémunir contre les terroristes de tout poil que la bourgeoisie renforce encore plus lourdement son appareil policier : c'est pour réprimer dans les manifestations et jeter en prison les ouvriers en lutte, ainsi que les militants révolutionnaires, avec les luttes ouvrières que la misère et l'austérité vont accentuer.

Quant à l'Emploi, le terme à lui seul montre toute l'hypocrisie de la bourgeoisie mais en même temps sa peur de la lutte de classe. Son grand programme pour l'Emploi consiste dans la généralisation des TUC, des petits boulots, des "stages d'initiation à la vie professionnelle" (SIVP), de stages de reconversion, toutes choses qui ne veulent dire qu'un approfondissement de la misère, mais qui évitent que trop d'ouvriers se retrouvent en même temps à la rue, qui font reculer l'échéance du chômage dont les allocations se réduisent à toute allure, qui cherchent à diviser encore la classe ouvrière. Seguin déclarait le 25.09 au forum de "l'Expansion" : "... je suis ministre de l'Emploi, autrement dit du chômage..." et devant

l'accélération des licenciements et l'augmentation du chômage qu'elle met en place, la bourgeoisie prend ses mesures contre la classe ouvrière. C'est encore à la faveur des attentats qu'elle a accéléré les négociations sur les procédures de licenciements, dans le cadre de la loi sur la suppression de l'autorisation préalable de licenciement que nous avait concoctée la gauche. La CGT s'enfermant dans un refus de "négocier", mais sans plus de publicité, laissant le patronat, les syndicats FO, CFDT et CFTC aggraver les conditions dans lesquelles les ouvriers vont bientôt être licenciés, et certainement pas à leur avantage : une des premières mesures votées consistait dans la suppression de toute formation et plan de reconversion pour les licenciés des entreprises de moins de 50 salariés!

Et c'est presque tous les jours qu'on annonce de nouvelles précisions sur les mesures, et encore de nouvelles mesures ; la bourgeoisie essaie de faire au plus vite -"vous remarquerez que chacune de nos décisions est à bref délai, traduite dans les faits !" déclarait Balladur le 15.09 en présentant le budget 87- aussi il n'y aura pas de répit ; comme il n'y a pas eu de répit après les mesures de cet été, où dès la rentrée, les licenciements à Renault (508 en dehors des préretraites et des stages de reconversion payés à 65 % des salaires) prenaient effet, à RVI (528 dans le cadre prévoyant 2 624 licenciements), à la Norme (2 342 licenciements), dans la sidérurgie, à Usinor et Sacilor (une nouvelle charrette de 4 000 licenciements était annoncée le 03.09), à la Thomson (où de nouvelles restructurations sont engagées). Et les chômeurs apprennent courant septembre que leurs allocations seraient payées en retard !

Ce qui permet le budget 87, c'est de donner un cadre à l'attaque déclenchée durant l'été et de l'accroître. Si la bourgeoisie ne va pas cesser de cogner tous azimuts, elle va le faire encore de manière plus organisée et plus violemment que jamais. Pour cela elle se donne tous les moyens budgétaires, législatifs, répressifs et met à profit ses campagnes idéologiques pour faire passer ceux-ci. Le gouvernement montre clairement la perspective que la bourgeoisie française nous prépare, c'est-à-dire encore une aggravation de toutes nos conditions de vie. Il n'y a aucune illusion à avoir ! Ce n'est qu'en poursuivant le combat, qu'en développant ses luttes sur son terrain de classe que la classe ouvrière pourra riposter aux attaques.

PPR.

# LA BOURGEOISIE CHERCHE A DETOURNER LA CLASSE OUVRIERE DE SA LUTTE

■ Lamentations, trémolos dans la voix, protestations indignées : autant d'hypocrisie que la bourgeoisie mêle à l'effroi et à l'horreur suscités chez chaque ouvrier par la vague de terrorisme qui s'est abattue ces dernières semaines sur Paris où la plupart des attentats à répétition visait des lieux publics à grande concentration de population (bureau des PTT, ligne de métro du RER, la Défense, Pub Renault, grand magasin Tati).

En même temps que les murs se couvrent de portraits de "terroristes présumés" sur des affiches offrant forte récompense (1 million) à toute délation, fleurissent les appels vibrants à "l'union nationale" contre "l'ennemi commun". Aussitôt, c'est l'union sacrée : toute la bourgeoisie fait bloc derrière le gouvernement, dans une touchante unanimité. Le "consensus national" est là, ponctué par le défilé à Matignon le 19 septembre de tous les "responsables" des principales formations politiques du pays, de Le Pen à Marchais. Comme le commente M. Poher, président du Sénat : "Ce qui est remarquable, c'est que l'ensemble des hommes politiques font face ensemble contre le terrorisme ; dans un respect d'union sacrée, ils oublient les petites querelles politiques". ("Libération" du 22.09.86). Et, derrière, ce sont tous les leaders syndicaux qui font chorus, exauçant sans hésiter le vœu d'Edmond Maire après l'attentat de la rue de Rennes : "Je souhaite que le mouvement syndical s'exprime d'une seule voix contre le terrorisme et pour la démocratie". Et ce sont les religieux qui se mettent à communier ensemble "pour l'unité de tous les français" : les plus hautes autorités des cinq principales communautés religieuses font une déclaration commune pour affirmer "leur solidarité avec les pouvoirs publics". Et ce sont toutes les associations de défense, des organisations de rapatriés aux ligues des droits de l'homme, qui se mobilisent pour "la cause commune". "SOS-Racisme" qui, le 22 septembre, manifeste au même titre que le Front National, lance un appel "à l'unité et à la cohésion de tous ceux qui vivent en France, quelle que soit leur origine pour vaincre le fléau du terrorisme".

## UNE CAMPAGNE UTILISEE CONTRE LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIERES...

Cette assourdissante campagne, ce battage sans précédent depuis 40 ans, cette "union sacrée" de toute la bourgeoisie, proclamée à cor et à cri, ont pour but d'exploiter, avec le plus grand des cynismes, l'émotion provoquée par les attentats aveugles.

Cela permet à la bourgeoisie de chercher à entretenir une psychose de peur, un sentiment d'impuissance. Ces derniers jours, ce sont quotidiennement des dizaines d'alertes à la bombe dans le métro, les lieux publics, les grands magasins. Le moindre paquet oublié sur un quai, dans une grande surface, on fait appel à des artificiers pour le faire exploser sous les yeux du public.

Tout est fait pour créer un climat d'insécurité permanente, de suspicion réciproque : le voisin au teint basané, dans un transport en commun, avec son sac ou sa valise, ne serait-il pas un de ces "ennemis extérieurs", un de ces "terroristes fanatiques" ? Tout est fait pour qu'on ait peur "de sortir dans la rue" ; tout rassemblement, toute concentration de foule ne sont-ils pas une cible de choix ? La bourgeoisie, qui depuis des mois vise à dissuader les ouvriers de se regrouper, de se rassembler massivement dans la rue, favorise et exploite à fond un tel climat dans l'immédiat.

Par ce moyen, elle cherche à interdire, à paralyser momentanément le plus possible toute mobilisation ouvrière, ou du moins à l'inhiber, à la désamorcer, à la limiter. Elle tente de repousser au maximum les ripostes ouvrières d'autant plus que le mécontentement social s'exacerbe, se développe et s'approfondit, pousse les prolétaires de plus en plus à l'action par rapport aux attaques que la bourgeoisie continue d'asséner de plus belle. Alors que les signes

d'une mobilisation grandissante s'étaient accumulés avant les vacances dans les chantiers navals, l'automobile, la SNCF, la RATP et d'autres secteurs de la fonction publique et que la bourgeoisie s'attendait à une "rentrée chaude", les attentats fournissent à la bourgeoisie une occasion de diversion. Dans ce contexte, c'est la crainte de la lutte de classe, la puissance du mécontentement social qui déterminent l'ampleur et l'orientation que la bourgeoisie donne à cette campagne sur le terrorisme.

Non contente de cela, elle en profite pour tenter de démobiliser la classe ouvrière de son propre terrain de classe ; elle essaie de la leurrer en l'appelant à s'investir sous la bannière de "l'union nationale" derrière elle pour "sauver la démocratie", à manifester sa "solidarité avec l'Etat" face au terrorisme. Dans cette entreprise toutes ses fractions sont mobilisées, toutes ne reculent devant aucune manœuvre crapuleuse, la gauche et les syndicats au premier rang : ainsi, le PC tente d'amener les ouvriers à réclamer "une police plus efficace", "dotée de plus de moyens réels" contre le terrorisme, en diffusant un tract intitulé "que fait la police ?"

Mais surtout, de toutes ses forces, elle appelle à la "trêve sociale". Ainsi, par exemple, lors d'une manifestation des dockers et des marins pêcheurs, le 19 septembre au Havre, face à la menace de réduction des emplois et de l'activité portuaire, la CGP, après avoir fait observer une minute de silence envers les victimes du terrorisme, lançait "un appel au calme" en exhortant les travailleurs du port rassemblés à ne pas "se livrer à des violences ou des provocations envers la police qui doit bénéficier de notre soutien en ces moments difficiles" !

En outre, sur maints lieux de travail (aux PTT, dans les centres d'impôts, etc...), la bourgeoisie cherche à forcer les salariés à faire activement "leur propre police" pour contrôler les identités et "filtrer" les entrées ; ce faisant, elle renforce la surveillance "interne" des entreprises, multiplie les contrôles d'horaire et de productivité.

## ...POUR FAIRE PASSER L'INTENSIFICATION DES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES...

Pendant ce temps, la bourgeoisie exploite à plein régime la situation pour poursuivre ses propres desseins.

Elle profite de cette campagne anti-terroriste pour mettre en place et faire passer le plus discrètement et le plus rapidement possible de nouvelles attaques d'envergure contre la classe ouvrière. Ainsi, le 15 septembre, au cœur de la vague d'attentats, elle fait adopter par le conseil des ministres le budget pour 1987 qui non seulement, à la faveur de la situation, gonfle et privilégie ouvertement les crédits aux ministères de l'Intérieur et de la Défense mais représente "en compensation" un programme d'austérité sans précédent (voir article page 2).

Au même moment, les négociations ouvertes avec les syndicats pour fixer les "nouvelles règles en matière de licenciement" se bouclent en catimini dans le dos de la classe ouvrière alors même que de nouveaux licenciements continuent à tomber chaque jour.

Toute la polarisation sur le terrorisme que la bourgeoisie tente d'imprimer, sert à chercher à masquer à la classe ouvrière l'ampleur des attaques en cours dont elle est la cible.

## ...ET RENFORCER L'APPAREIL REPRESSIF

Elle utilise de la même façon le contexte des attentats pour justifier et essayer de faire accepter dans la population le renforcement notable de son appareil répressif, l'habituer à l'étalement et à l'omniprésence de sa force répressive dans les rues.

L'Etat a mis en place un quadrillage policier et militaire avec contrôle systématique d'identité, fouille en règle des sacs, paquets, porte-documents,

sur les lieux de travail, dans les lieux publics, à l'entrée de tous les grands magasins, autant de pseudo-"mesures de sécurité" qui, si elles ne peuvent avoir beaucoup de sens ni d'efficacité face au terrorisme, tendent à instaurer en permanence un climat de véritable état de siège ou d'exception au cœur d'un des principaux Etats développés du capitalisme, jusqu'ici réservé à la Pologne de 1981/82, aux juntes militaires d'Amérique latine et aux Etats ravagés par la guerre en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient. Elle exige des visas pour l'entrée des "étrangers hors CEE et pays du Maghreb" qui n'entravent nullement le trucage de ces pièces administratives ni les déplacements des services secrets ou des terroristes eux-mêmes, commandités par les Etats sous couvert de "voyages diplomatiques", mais elle multiplie bien rondement et efficacement les rafles, les contrôles quasi-permanents pour les ouvriers immigrés, les expulsions pour ceux trouvés en situation "illégal".

Elle intensifie ses manœuvres militaires et renforce la présence de l'armée à toutes les frontières.

Tous les moyens répressifs et militaires dont dispose l'Etat, qu'il déploie et dévoile au grand jour aujourd'hui, non seulement sont destinés à alimenter et renforcer l'état de psychose que la bourgeoisie cherche à faire peser sur la population mais servent à préparer activement une utilisation qui ne sera plus face à un "ennemi extérieur" mais bien dans la poursuite d'une politique anti-ouvrière déterminée, face "à tous ceux qui sèment le trouble de l'ordre public", ouvriers en luttes et révolutionnaires. Ainsi, l'accord intervenu entre ministères de l'Intérieur de la CEE pour créer "un réseau rapide et fiable" de transmission sur le fichage et la circulation des individus recherchés et le projet de réviser la procédure d'extradition à l'échelle européenne qui vise aujourd'hui les terroristes, serviront ultérieurement à supprimer ce qui reste du statut de "réfugié politique".

Ce battage constitue également, à un autre niveau que l'affaire des otages du Liban, une tentative pour préparer et mettre en condition, pour justifier dans la population une éventuelle participation et intervention militaire plus importante, plus active et plus directe de la France au Moyen-Orient.

La classe ouvrière a une responsabilité importante à assumer aujourd'hui dans cette situation.

Utilisé comme otage de clans rivaux où il paie pour la politique impérialiste de son Etat, le prolétariat n'a absolument aucun intérêt à se lier aux campagnes de la bourgeoisie contre le terrorisme. Ce ne serait que prendre parti entre ces brigands sans scrupules que sont les gouvernements. Tous les Etats capitalistes, quels que soient leur puissance et les moyens dont ils disposent, sont des assassins patentés. Aucun d'entre eux n'hésite à recourir aux tueries les plus sanguinaires, aux moyens les plus ignobles. Des camps de concentration aux goulags, de Dresde à Beyrouth en passant par Hiroshima, de la guerre d'Algérie à celle du Vietnam, des massacres de Sabra et Chatilah aux bombes de Paris, ils n'ont rien, les uns et les autres, à s'enivrer du point de vue de la scélératesse et de la barbarie des méthodes qu'ils emploient.

La classe ouvrière n'a pas de camp à choisir.

Elle doit au contraire poursuivre, développer, unifier ses luttes contre la bourgeoisie et ses Etats partout où elle est attaquée. Elle doit forger l'unité internationale de ses luttes pour mettre un terme au déferlement des attaques et de la barbarie du capitalisme.

Les luttes qu'elle a déjà commencées à développer en Europe ces derniers mois, en Grande-Bretagne, en Scandinavie, en Espagne, en Belgique mais aussi en France, montrent qu'elle en a parfaitement les moyens.

Le 27/09.86

Y.D.

## EXTRAIT DU MANIFESTE DU C.C.I. (1981)

Avec l'approfondissement du désordre économique, la société se trouve de nouveau confrontée avec l'alternative inévitable ouverte par chaque crise aiguë de la période de décadence : guerre mondiale ou Révolution Proletarienne.

Mais aujourd'hui, la perspective est radicalement différente de celle qu'avait ouverte la grande catastrophe économique des années 30. A cette époque, le prolétariat, vaincu, n'avait pas la force de mettre à profit cette nouvelle faillite du système pour se lancer à son assaut et, au contraire, celle-ci avait eu comme effet d'aggraver encore sa défaite.

Le prolétariat actuel est différent de celui de l'entre-deux guerres. D'une part, comme l'ensemble des piliers de l'idéologie bourgeoise, les mystifications qui ont, dans le passé, écrasé la conscience

proletarienne, se sont en partie épuisées progressivement : le nationalisme, les illusions démocratiques, l'anti-fascisme, utilisés intensivement pendant un demi siècle n'ont plus leur impact d'hier. D'autre part, les nouvelles générations ouvrières n'ont pas subi les défaites des précédentes. Les prolétaires qui, aujourd'hui, s'affrontent à la crise, s'ils n'ont pas l'expérience de leurs aînés, ne sont pas prostrés non plus dans la même démolition.

La formidable réaction que, dès 1968-69, la classe ouvrière a opposée aux premières manifestations de la crise signifie que la bourgeoisie n'est pas en mesure d'imposer aujourd'hui la seule issue qu'elle puisse pour sa part trouver à cette crise : un nouvel holocauste mondial. Auparavant, elle doit pouvoir vaincre la classe ouvrière : la perspective actuelle n'est donc pas guerre impérialiste mais guerre de classe généralisée. Même si la bourgeoisie poursuit

ses préparatifs pour la première, c'est la seconde qui, de plus en plus, tend à accaparer ses préoccupations : l'augmentation prodigieuse des ventes d'armes de guerre, seul secteur qui ne pâtisse pas de la crise, masque pour le moment, le renforcement général et non moins systématique des dispositifs de répression, de lutte contre la "subversion", de la part des Etats capitalistes. Mais ce n'est pas tant de cette dernière façon que le Capital se prépare aux affrontements de classe, mais plutôt en mettant en place toute une série de moyens d'encadrement du prolétariat et de détournement de ses luttes. En effet, à une combativité ouvrière intacte et en plein renouveau, la bourgeoisie peut de moins en moins opposer la simple répression ouverte qui risque d'agir plus comme unificateur des luttes que comme éteignoir de celles-ci.

# ATTENTATS TERRORISTES EN FRANCE

## UNE EXPRESSION DE LA BARBARIE ET DE LA DECOMPOSITION DU SYSTEME CAPITALISTE

La décadence de la société mondiale était déjà profonde. On avait vu se développer la crise économique, l'armement, la guerre chronique en Méditerranée, la famine, la décomposition générale... Mais qu'en France, au cœur de la vieille Europe industrialisée, l'on vive quelques minutes de l'heure libanaise, que, pendant plusieurs jours durant, Paris, la capitale, évoque les allures et le rythme de Beyrouth, cela marque indéniablement un pas en avant dans la décomposition générale de la société mondiale : elle ne se cantonne plus à certains foyers, comme celui de l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient.

### LES OTAGES DE LA BARBARIE

■ Qu'avons-nous vécu ces dernières semaines ? "Des faits de guerre", ont déclaré les instances dirigeantes de l'Etat; pour une fois, et une fois n'est pas coutume, elles disaient la vérité. "A la guerre nous redoublons par la guerre" ont-elles poursuivi, et à chaque moment, dans cette guerre, cette surenchère de la terreur, où la population laborieuse, elle qui n'avait rien fait, rien voulu, dit ou fait de particulier, déjà astreinte à supporter le quotidien de la crise, a été tout à la fois l'otage et la victime du pourrissement du capitalisme mondial.

Au "terrorisme" et à l'"anti-terrorisme" au sein des métropoles du monde occidental, ces dernières années, nous avons été habitués. Tous deux faisaient partie de l'ambiance et de l'atmosphère générales, pour ainsi dire. Ils étaient entrés dans la routine. Les brigades rouges en Italie, la Fraction de l'Armée Rouge en Allemagne, plus récemment Action Directe en France ou les Cellules Communistes Combattantes en Belgique.

Le terrorisme est toujours l'expression d'une décomposition, jamais d'un renouveau, encore moins le moyen de ce renouveau. Mais, à ce moment-là, le terrorisme n'était pas le bâtard de la guerre entre Etats, mais le bâtard de la lutte de classes, l'enfant légitime de la décomposition des couches moyennes. D'une tragédie, celle d'individus complètement paumés, les Etats avaient fait un moyen, facile et commode en l'occurrence, de propagande pour blinder leur cuirasse policière. Les jeux du "terrorisme" et de l'"anti-terrorisme" étaient pour ainsi dire réglés. A un acte aussi spectaculaire qu'impuissant à ébranler l'ordre établi, répondaient des mesures moins spectaculaires mais autrement efficaces de renforcement de cet ordre. Le terrorisme légitimait l'Etat, gardien de la "sécurité des citoyens", en fait gardien des intérêts capitalistes.

De façon générale, la population et la classe ouvrière en particulier ne se sentaient pas concernées - mis à part le quadrillage policier qui en résultait - ni d'ailleurs directement touchées. Avec les attentats de ces dernières semaines à Paris, ce sentiment a, à juste titre, changé. La population s'est sentie concernée puisque directement touchée. Et s'il fallait encore des précisions après la série d'attentats dans des lieux publics très fréquentés, cibles avérées de la nature du terrorisme - la bombe dans un des magasins les plus populaires et les plus fréquentés de Paris est venue les apporter. Le message était clair : c'était la population qui était la cible du terrorisme. Ce qui était visé, ce n'était pas des symboles de l'ordre établi, individus ou biens, mais chacun de nous, dans sa vie quotidienne. Malgré la confusion que les sphères dirigeantes entendent faire régner, ce terrorisme-là, qui prend la population en otage, n'a rien à voir avec les exactions de quelques illuminés que nous avons évoqués.

Ici, la population est devenue toute entière otage, c'est à dire moyen de pression contre l'Etat de la bourgeoisie française. Et cela ne peut être que le fait d'un ou plusieurs autres Etats. Ces méthodes barbares, inqualifiables, sont caractéristiques dans certaines situations des moyens courants de la guerre que se livrent les Etats. Et qu'on ne s'y trompe pas. Si ces méthodes, dans la forme qu'elles prennent du terrorisme, sont surtout l'apanage des Etats nationaux faibles militairement, les "grandes démocraties" n'ont jamais reculé devant l'emploi de semblables ignominies, et à une échelle bien plus large. L'histoire récente du Liban, de l'Iran, de l'Afghanistan... n'a rien à envier dans l'usage de ces méthodes de guerre où tous les moyens sont bons et ne s'embarassent pas de sentiments humanistes, à celle, moins récente, de la seconde guerre mondiale. Les bombardements de Dresde, Hiroshima, Nagasaki, sont dans cette histoire les illustrations les plus "grandioses" et délirantes de ces méthodes. Plus récemment, le bombardement de Tripoli par l'aviation américaine, qui a fait cent fois plus de morts dans la population civile et de dégâts que tous les attentats qu'avait pu fomenter la Libye, est venu encore démontrer que tous les Etats affichent le même mépris des vies humaines.

Tous ces attentats, pas seulement leur caractère impitoyable, acharné et systématique, mais aussi la

puissance des moyens logistiques mis en oeuvre, désignent la main d'un ou plusieurs Etats et non le simple fait d'une poignée de terroristes fanatisés, d'une famille d'excités de la montagne libanaise.

### LES CAUSES DES ATTENTATS TERRORISTES

Jusqu'à la dernière série d'attentats, la plus meurtrière et la plus caractéristique, un doute pouvait planer encore dans la situation. Avec une méfiance largement justifiée par l'expérience (encore récemment les mésaventures du "Greenpeace"), on pouvait s'interroger sur l'"innocence" de l'Etat français. N'était-ce pas lui qui, poursuivant des buts propres, tirait dans l'ombre les ficelles d'un jeu où nous n'étions pas seulement les victimes, mais aussi les pantins ? N'orchestrait-il pas lui-même cette série d'attentats dans le but de détourner par des faits spectaculaires l'attention des mesures économiques qu'il prenait au même moment, et qui, il faut le dire, ont été particulièrement soignées durant cette période ? Tout cela n'était-il pas, par d'autres moyens, la continuation du délire sécuritaire de Pasqua, qui créait ainsi sa justification pleine et entière ? Mais aujourd'hui, le doute n'est plus permis : à côté des caractéristiques des événements eux-mêmes, le comportement, la réaction de l'Etat français et les mesures mises en oeuvre, ainsi que l'idéologie qui les accompagne sont clairs. Tout relève des mesures que l'on prend en situation de guerre. Ainsi que le déclarait Chirac, "à des actes de guerre, nous répondons par des mesures de guerre", et, pour une fois, le gouvernement tient ses promesses. Ce n'est pas le ministère de l'Intérieur - les gros souliers cloutés de Pasqua - qui a pris l'affaire en mains, mais le Premier Ministre lui-même.

Mobilisation de l'armée aux frontières et filtrage sévère de celles-ci. Polissage exceptionnel à l'intérieur du pays, impuissant d'ailleurs à faire face aux attentats, mais par contre efficace pour faire la chasse aux faciès, et à mener rondement par la même occasion quelques expulsions. Création d'une véritable psychose dans la population, alimentée en particulier par l'encouragement financier à la délation. Et surtout, au niveau idéologique, appel à l'"Union nationale" devant l'ennemi commun". Unité nationale matérialisée par le front unique de tous les partis, front auquel, il faut le noter, aucun parti, mis à part quelques rododromes, aucun, ne s'est dérobé.

C'est ainsi qu'après avoir essuyé la vague d'attentats, la population en France est devenue doublement otage : otage des terroristes et otage de l'Etat français, tous partis confondus. Car il ne faut pas s'y tromper, de même que dans chaque guerre les Etats belligérants sont responsables autant des massacres infligés à l'ennemi que de ceux qu'ils font subir à leur propre population, les morts et les mutilés de Tati, de la Défense, de l'Hôtel de Ville ne sont pas à porter au compte du seul Etat qui pose les bombes, mais également au compte de l'Etat qu'il affronte, l'Etat français.

### DERRIERE LE TERRORISME, LA DECOMPOSITION DU SYSTEME CAPITALISTE

En effet, malgré le feuilleton de la chasse aux Abdallah que nous jouent quotidiennement le gouvernement et la police française, il n'est un secret pour personne que les attentats que nous avons subis ces dernières semaines ne sont que les retombées de la guerre au Moyen-Orient, le retour de boomerang de l'implication particulièrement engagée de l'Etat français dans ces conflits.

Celui-ci en effet se trouve tant en Afrique qu'au Moyen-Orient aux avant-postes de l'offensive générale du bloc occidental contre le bloc russe destinée à priver celui-ci de toute position hors de son "glacis" direct et à l'encercler, depuis l'Europe jusqu'en Extrême-Orient. Mais si le bloc américain a réussi à chasser l'URSS de la plupart de ses points d'appui au Moyen-Orient, cela ne veut pas dire, par contre, qu'il soit parvenu à établir la "Pax Americana" dans cette région. C'est là une traduction du degré de décomposition dans lequel se trouve la société.

Dans un monde plongé dans une crise économique sans issue et de plus en plus catastrophique où, de ce fait, les rivalités entre Etats ne cessent de s'aiguïser, où les armements et la soumission de toute la vie sociale à l'économie de guerre ont dépassé de très loin ce qu'ils étaient à la veille des deux guerres mondiales, les conditions, du point de vue capitaliste, sont plus que mûres pour un troisième holocauste généralisé. Mais le chemin qui conduit à cet aboutissement est aujourd'hui barré par la classe ouvrière dont les luttes actuelles, et bien plus encore, l'énorme potentiel de combativité qu'elles expriment, l'usure qu'elles révèlent des mystifications qui avaient permis l'embrigadement des ouvriers en 1914 et 1939, font la preuve que cette classe

n'est pas prête à servir de chair à canon comme ce fut le cas par le passé.

Dans cette situation, où aucune des deux classes fondamentales de la société ne parvient à imposer sa propre réponse à la crise catastrophique du système, où, s'il a la force d'empêcher une 3ème guerre mondiale, le prolétariat ne peut encore renverser le capitalisme, cette société est en train de pourrir sur pied. La crise s'aggravant toujours plus, les convulsions de la société ne peuvent que prendre des formes de plus en plus brutales, aberrantes et barbares.

La situation au Moyen-Orient, et notamment au Liban, où les démonstrations de force style Reagan, où les différentes forces militaires de "paix et de sécurité" n'ont eu d'autre résultat que d'attiser encore la guerre et l'insécurité, en est un exemple.

Comme dans beaucoup d'autres pays du Tiers Monde, tel l'Iran ou le Tchad, la décomposition sociale, l'alignement des rivalités entre cliques militaires, ne parviennent pas à être éliminées par les grandes puissances de tutelle, mais au contraire ne font que se nourrir de leur intervention militaire.

Et ce que traduit la vague actuelle d'attentats terroristes, c'est que cette décomposition de la société atteint aujourd'hui un tel niveau que les grandes puissances sont de moins en moins à l'abri de ses manifestations les plus barbares, qu'elles éprouvent de plus en plus de difficultés à contenir dans le Tiers Monde ces formes extrêmes des convulsions d'un système à l'agonie. De même que les métropoles capitalistes avaient pu, dans un premier temps, repousser vers la périphérie les manifestations les plus catastrophiques d'une crise qui trouve pourtant son origine dans le cœur même du système, dans ces métropoles, elles avaient repoussé vers ces mêmes pays périphériques les formes les plus barbares - et notamment les affrontements armés - des convulsions que cette crise engendre. Mais aujourd'hui, de même que la crise revient frapper avec une force décuplée les pays centraux du capitalisme, et particulièrement ceux d'Europe occidentale, elle ramène avec elle une partie de cette barbarie qu'elle avait déchainée dans le Tiers Monde.

C'est cela que nous ont jeté à la figure les attentats à Paris, un glissement sensible et brutal vers une barbarie de plus en plus effroyable, une décomposition de plus en plus totale de la société, signe d'une décadence du capitalisme qui ne cesse de s'approfondir.

Si le capitalisme a vu le jour "dans le sang et la boue" comme l'écrivait Marx, son agonie ramène le sang et la boue sur toute la société, mais à une échelle sans commune mesure avec tout ce qu'elle avait dû endurer jusqu'à présent. Et ce système promet encore pire à l'humanité, il lui promet la barbarie absolue, il prépare la destruction pure et simple de l'espèce humaine.

C'est là l'enjeu de la situation, voilà quelle est la responsabilité de la classe ouvrière : détruire ce système, édifier à sa place la société communiste, sinon c'est lui qui détruira l'humanité.

### L'ALTERNATIVE DE LA CLASSE OUVRIERE

Aujourd'hui, la bourgeoisie nous appelle à "l'union sacrée" comme elle l'avait fait en 1914 et 1939. Face aux effets de la putréfaction de son système, face aux atteintes de la barbarie qu'il fait déferler, elle invite la classe ouvrière à lui laisser les mains libres pour perpétuer cette barbarie, pour déchaîner la barbarie suprême d'une 3ème guerre mondiale !

Mais la situation ne répond pas à ses espérances, et si pour l'heure les ouvriers sont désorientés par la campagne de tous les partis, ils ne pourront que se ressaisir face aux réalités. L'insécurité croissante, la terreur, la prise en otage des populations civiles, sont le pendant du chômage, de la misère, de l'intensification insupportable de l'exploitation qui s'abattent sur la classe ouvrière des pays développés. Et contre ces attaques de plus en plus frontales de l'Etat capitaliste, le prolétariat a fait la preuve, comme en Belgique au printemps dernier, qu'il était capable de se mobiliser de façon de plus en plus massive sur son terrain de classe, qu'il développait de façon croissante l'unification de ses luttes et de sa prise de conscience. C'est le seul moyen de freiner et limiter les attaques capitalistes. C'est aussi et surtout le chemin vers la révolution communiste, un chemin encore long et difficile, mais sur lequel il ne cesse de progresser.

## LE PIRE EST DEVANT NOUS

■ Les réunions d'experts, les concertations internationales entre ministres se multiplient. Ce seul mois de septembre a vu la rencontre des ministres des Finances de l'Europe, le coup d'envoi d'un cycle de négociations sur la réglementation du commerce (GATT), les rapports du FMI, de la Banque Mondiale de l'OCDE, donnant tous dans un "pessimisme nuancé".

Toutes les têtes pensantes, les dirigeants, s'affairent autour de l'économie malade, essayant, selon les termes de la presse du GATT, d'"éviter l'irréparable". Chacun joue au plus serré pour tenter de surnager dans la débâcle entraînée par le changement de la politique américaine. La récession aux USA, c'est la récession mondiale.

Il y a six mois, on voulait encore nous faire croire à une éclaircie avec la baisse du dollar et du prix du pétrole. Aujourd'hui, les pays européens s'efforcent de freiner cette même baisse du dollar, et la baisse du prix des matières premières (dont la clientèle a d'ailleurs baissé, en parallèle...) n'a fait que plonger les pays producteurs dans l'incapacité totale de rembourser les intérêts de leurs dettes. A qui vendre? Tous les Etats, toutes les multinationales, toutes les entreprises sont devant cette question insoluble, qu'ils ne peuvent plus contourner et que les tricheries monétaires ne peuvent plus cacher.

Pendant deux ans, de 83 à 85, les USA ont épongé la surproduction mondiale. Au prix d'un déficit colossal, ils ont importé des marchandises en masse, en particulier de l'Europe et du Japon - leur permettant ainsi de surnager. Les marchandises américaines étaient chères, se vendaient mal, mais les capitaux affluaient au pays du dollar fort. Cependant, ces capitaux n'ont pas été réinvestis dans l'industrie. Malgré des "taux de croissance" de 7%, ces dernières années ont vu chuter la production industrielle aux USA en proportion encore plus forte qu'ailleurs dans le monde : 1 million et demi d'emplois supprimés dans l'industrie dans les années 80, celles de la "relance". Les seuls secteurs qui se sont développés sont ceux de l'armement et des services (commerce, transports, communication...)

L'économie la plus puissante du monde ne peut plus tenir le coup ; il y a un an, les USA ont "coupé les vivres" : ils ont fermé leurs frontières aux marchandises extérieures, et grâce à leur dollar faible, leurs marchandises se vendent mieux. Et comme ce qu'ils ont à vendre, ce sont des services, eh bien, ils imposent aujourd'hui au GATT que la vente de ces

services ne soit pas réglementée, leur laissant tous leurs aises pour envahir les marchés.

Qui plus est, aujourd'hui, les USA demandent avec plus d'insistance à l'Europe (et, en particulier à l'Allemagne) et au Japon de servir de "locomotive" : à travers leurs pressions pour faire baisser les taux de crédits, ce qu'ils demandent en fait à ces pays - dont les marchandises sont déjà devenues plus difficilement vendables avec leur monnaie surévaluée par rapport au dollar -, c'est d'encourager les investissements (pour accroître la productivité de la production de marchandises invendables...), tout en important plus de marchandises américaines. Les USA, et ils le savent, demandent l'impossible. Ils demandent à ces pays de mener une politique de "relance", dont, encore moins que les USA, ils n'ont les moyens. Mais tous les coups sont permis. Le taux de croissance négatif enregistré ces derniers mois par le Japon (pour la 1ère fois depuis 1975), les licenciements massifs qui tombent en Allemagne, attestent de l'asphyxie qui gagne les économies européennes, bien plus vulnérables encore.

La "guerre du blé" est un exemple significatif de l'impitoyable curée qui se joue sur les marchés, sur lesquels tous se jettent comme la meute sur la bête : malgré les "décisions" du GATT demandant aux Etats de suspendre leurs subventions à l'exportation des produits agricoles, on voit aujourd'hui les Européens proposer à la Russie du blé à un tiers de son prix de revient (les USA l'avaient fait l'année dernière) ils en seront pour leurs frais : l'URSS, à sec, réduit de moitié ses importations de blé (de 30 à 15 millions de tonnes).

Pour l'Europe, pour le Japon, c'est à très court terme que la pression américaine précipite la banqueroute. C'est à grand peine qu'ils se maintiennent avec l'ouverture du marché américain, et cela n'avait pas empêché le lot de licenciements que l'on connaît. Contraints à vendre et produire moins, soumis à mille pressions pour acheter plus, les fermetures d'usines vont aller bon train.

Les pays "en voie de développement" ont déjà plongé. La baisse du prix des matières premières, c'était la faillite, l'extension de la misère, du dénuement total, des ghettos.

Les pays de l'Est, eux aussi, ont accusé le coup, mais à quel prix! Avec la baisse du pétrole, l'URSS a perdu un tiers de ses rentrées en devise et doit aujourd'hui réorganiser sa politique d'exportation (en misant, elle aussi, sur les services) ; et reporte les effets de cette baisse sur les autres pays

de l'Est en augmentant le prix des marchandises russes (qu'ils sont, bien entendu, obligés d'acheter "de leur plein gré").

Les pays d'Europe de l'ouest et le Japon sont les prochains, sur la liste noire. Les mesures de restriction annoncées depuis ce printemps ne sont que le début de ce que les Etats vont "demander à leur classe ouvrière" pour tenter de se placer au moins pire dans la concurrence sans pitié ouverte par la guerre commerciale.

Mais, à moyen terme, les USA ne s'en sortiront pas non plus. La pression de l'économie la plus forte du monde est une vue à court terme. Les services sur lesquels ils fondent leurs espoirs ne peuvent se vendre que si l'industrie tourne, et c'est dans le monde entier qu'elle périçlité, à part, bien sûr, la florissante industrie de production de moyens de destruction de plus en plus sophistiqués.

Les vagues de licenciements qui se sont succédé dans tous les secteurs de l'industrie n'étaient pas ce "mal nécessaire" à une modernisation de la production. Elles étaient les premiers signes d'une faillite qui se généralise. Le mythe de la "relance" américaine a fait long feu. Les licenciements massifs d'aujourd'hui ne peuvent, dans la logique capitaliste, qu'être suivis d'autres, plus massifs encore. La récession brutale de 82, qui avait porté à plus de 10% le taux de chômage en Europe, n'était qu'un avant-goût de celle qui menace aujourd'hui d'abord l'Europe et le Japon, puis les USA.

Partout les Etats vont essayer d'appliquer les mêmes "remèdes miracle" : augmentation des impôts, baisse des allocations, des salaires, augmentation des cadences... "pour que la machine redémarré". Mais elle ne redémarrera pas. Partout, les Etats vont exhorter la classe ouvrière à faire encore des sacrifices pour aider leur pays dans cette concurrence acharnée; en France, on va entendre à nouveau les invectives contre les "diktats américains" responsables de tout. Chacun se renverra la balle. Mais ils ont de plus en plus de mal à cacher la réalité : celle de la faillite GÉNÉRALE du monde capitaliste, d'Est en Ouest; celle de la faillite d'un monde qui réduit les hommes à la misère, non par manque de moyens de production, mais par trop-plein. Le chaos des pays du Tiers-Monde est le seul avenir du capitalisme en crise. Face à un nouvel effondrement qui commence juste à se faire sentir en Europe, qui va semer la désolation, l'inhumanité, la misère au cœur même des pays industrialisés, les prolétaires n'ont et n'auront de plus en plus d'autre choix que de se battre soudés contre les sacrifices que lui impose un système pourrissant. Plus qu'ailleurs, c'est ici, dans les pays qui produisent le plus, que l'aberration de ce monde apparaît plus crûment: un monde que la surproduction réduit à la misère.

H.G.

## TOGO

### L'IMPERIALISME FRANÇAIS A L'OEUVRE

■ Quinze jours après qu'en France la population et les ouvriers ont été appelés quotidiennement à faire corps avec "leur" Etat, "leur" police, "leur" armée par tous les partis de droite et de gauche et tous les syndicats, au nom du fait que "l'Etat est le seul garant de la sécurité, de la paix, de la liberté face à la barbarie des terroristes et des Etats qui les commanditent", on apprend que ce même Etat envoie 200 parachutistes appuyés par des chasseurs Jaguar au Togo, à la rescousse du dictateur patenté, le général Eyedema, victime -le pauvre !- d'un "raid militaire de la part de fractions oppositionnelles à son régime, visant à l'assassiner".

Un tel événement, où l'on voit un Etat "démocratique" et fier de l'être, voler au secours d'un "dictateur" les armes à la main (et quelles armes !), n'est pas nouveau. Il a cependant le mérite en ces jours où l'on n'a cessé de rebattre les oreilles du fait que les utilisateurs de la terreur d'Etat, les responsables de la barbarie ce sont les autres Etats, pas la France, de servir à dévoiler ce mensonge rapidement.

Sans doute, une fois de plus, la bourgeoisie et sa presse viendront nous expliquer que, bien que n'appréciant guère le régime "musclé" du général Eyedema, l'Etat démocratique français, ses dirigeants, Chirac l'homme de droite, Mitterrand l'homme de gauche, se sont trouvés obligés d'agir ainsi parce que des accords d'assistance militaires avaient été signés entre la France et le Togo.

Sans doute viendra-t-on nous expliquer que l'armée française s'est rendue dans ce pays par souci humanitaire, afin d'éviter que ne se déclenche une guerre civile qui aurait pu faire de très nombreuses victimes dans la population.

Comme en d'autres situations identiques, l'Etat français, ses responsables, chercheront à sauvegarder les apparences, harmoniser leurs discours et leurs actes pourtant contradictoires.

Or la vérité n'a rien à voir avec ce type d'explications, de prétextes.

En intervenant au Togo aujourd'hui, à la rescousse du régime Eyedema, l'Etat français ne fait que continuer d'assumer sa fonction de gardien des intérêts (économiques, politiques et militaires) du bloc impé-

rialiste occidental en Afrique (ce qui lui a valu le titre mérité de gendarme du bloc américain dans cette région du monde) ; fonction à laquelle il a pu prétendre de par son passé colonial et qu'il n'a cessé d'exercer tout au long de ces dernières années de façon conséquente, en faisant ou défaisant des gouvernements locaux (cf. Bokassa), en soutenant la guérilla de l'UNITA de Sawimbi contre le gouvernement impérialiste pro-russe d'Angola, en participant à l'intervention militaire au Shaba en 78, en contenant et ripostant militairement, à plusieurs reprises, aux visées expansionnistes de la trop remuante Libye de Kadhafi au Tchad...

Ce qui est en question pour l'Etat français dans cette opération, c'est plus précisément porter une aide militaire à la bourgeoisie locale, d'une part pour intimider par la présence de ses troupes la population des villes et des campagnes que l'aggravation de la crise mondiale plonge dans une misère et un dénuement décuplés, pour d'autre part et surtout maintenir une cohésion au sein de la bourgeoisie locale, de son Etat, de son armée, qui est minée par des querelles de cliques, des bagarres de fractions pour accéder au pouvoir et aux privilèges qui s'y rattachent.

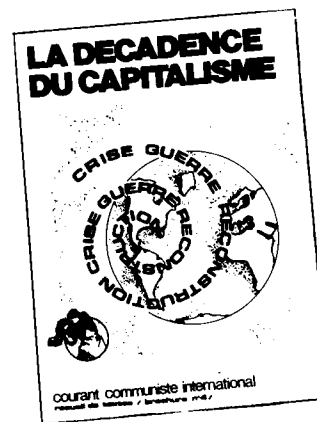
En résumé, c'est tenter de réagir, d'enrayer autant que faire se peut la décomposition sociale et politique qui se manifeste déjà à une plus large échelle dans d'autres pays voisins et dont la généralisation recèlerait inévitablement une perte de contrôle du bloc occidental sur ses Etats vassaux africains, sur les atouts économiques et militaires qu'il détient dans ce continent.

Il n'y a donc pas dans cette intervention militaire de but humanitaire, mais une volonté de préserver des intérêts impérialistes bien compris.

Ce que les ouvriers de tous les pays doivent retenir, c'est qu'à la misère grandissante de la population et à la décomposition sociale que provoque la crise généralisée du capitalisme mondial, même les Etats capitalistes les plus puissants n'ont qu'une réponse : répression et militarisation.

L.L.

### Lisez nos brochures



Courant Communiste International

### ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



4 Ff  
BROCHURE N°3 AOÛT 79 35 Fb

## PAS DE TREVE DANS LA LUTTE DE CLASSE

La section en Espagne du CCI, *Acción Proletaria*, a distribué le tract qui suit lors de la lutte des ouvriers agricoles de la région de Séville. 600 d'entre eux risquaient de 1 à 4 ans de prison pour avoir commis le "délit" de lutter contre les conditions de travail et la précarité de l'emploi en occupant les terres.

Mais il n'y a pas qu'un secteur touché par les attaques économiques, et qui, dans sa lutte, ne rencontre face à lui la répression et les manoeuvres de division des syndicats. Et la nécessité de s'unir, de se solidariser pour établir un rapport de forces continue de mûrir en Espagne comme ailleurs.

Ainsi les journaliers andalous ont reçu les délégations envoyées par les mineurs de Rio Tinto également en lutte. Ils ont reçu des affiches des ouvriers de l'imprimerie Bruquera (Barcelone) également menacés de licenciements. Ils ont eu l'appui des employés du ministère de l'Agriculture et la visite individuelle de nombreux ouvriers de secteurs différents. A Rio Tinto (Andalousie), les mineurs ont montré la volonté constante d'étendre leur lutte, de ne pas rester isolés. Le 20 août, tout le bassin minier de Rio Tinto était en grève générale, et durant toute la journée, des manifestations, assemblées, meetings improvisés avaient lieu dans plusieurs villes; les femmes des

mineurs participant activement à l'élargissement de la lutte. Le lendemain, les ouvriers des aciéries de Huelva rejoignaient les mineurs de Rio Tinto.

Le fait qu'à Madrid, à la rentrée, 3 marches de 3 secteurs différents se déroulaient simultanément (journaliers andalous, mineurs de Rio Tinto, ouvriers de l'imprimerie de Editorial Bruquera) montre à quel point l'unité en une même marche peut se réaliser rapidement face au besoin de l'unité qui commence à se développer en Espagne comme ailleurs, besoin qui s'est pour l'heure concrétisé le plus clairement en Belgique durant ce printemps dernier.

### SOLIDARITE AVEC LES JOURNALIERS EN LUTTE !

Les journaliers andalous sont en lutte contre la menace de 600 peines de prison que veut leur imposer le gouvernement "socialiste" pour le "délit" de lutter ensemble contre la faim et la misère.

Répondre à cette "leçon exemplaire" incombe à tous les travailleurs parce que la répression qui menace ces camarades est LA MEME :

que celle subie par ceux de AHM et de la Navale (un ouvrier est tombé victime des balles de la police "socialiste" à Bilbao) ou les condamnations contre les ouvriers de Magefesa ou les ouvriers des arsenaux de Vigo et Gijon pour avoir tenu des piquets pour étendre la lutte.

EMPECHER QUE 600 JOURNALIERS LAISSENT LEUR PEAU EN PRISON EST UNE NECESSITE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE !

Parce qu'avec la répression d'une part, et les fausses méthodes de lutte des centrales syndicales d'autre part, ils veulent nous imposer leurs plans de chômage, de misère et de guerre. JOURNALIERS ! Votre force n'est pas dans les applaudissements et déclarations des politiciens de l'opposition, mais dans les manifestations et les luttes massives dans El Coronil et Seville, dans la solida-

rité que vous manifesteront les ouvriers de Rio Tinto. Surtout, votre force est d'ETRE VENU LUTTER A MADRID, comme l'ont fait les travailleurs de AHM, de la Navale et des Téléphones, pour chercher la solidarité la plus large possible des travailleurs qui ont les mêmes problèmes que vous. Cherchez leur appui. Allez manifester dans les quartiers ouvriers, envoyez des délégations dans les usines et les agences pour l'emploi, ouvrez votre lutte aux plus grand nombre possible de travailleurs pour manifester tous ensemble dans la rue avec la force unie de la classe ouvrière. Ne laissez pas empêcher la participation à votre lutte des ouvriers qui cherchent à lutter avec vous ! CHOMEURS ET ACTIFS DE MADRID ! C'EST VOTRE LUTTE ! Parce que la misère des journaliers n'est pas andalouse, elle est LA MEME que celle qui se respire à Parla, Getafe ou Vallecas.

OUVRIERS de Pepsi et d'Isodelli ! C'EST VOTRE LUTTE ! Parce que vous êtes en train de combattre pour ne pas mourir de faim ce qu'entraîneront les licenciements qui vous menacent.

OUVRIERS de Bruquera ! C'EST VOTRE LUTTE ! Vous aussi êtes venus à Madrid vous battre pour les mêmes

raisons. Ne les laissez pas seuls face à la Banque du Crédit Industriel. Unissez votre lutte à celle des journaliers. Allez à leurs assemblées et manifestations.

CAMARADES ! Quand les ouvriers de la Navale sont venus, vous étiez 50 000 ouvriers de Madrid à manifester en solidarité; quand les ouvriers des Téléphones se sont rassemblés à Madrid, beaucoup d'entre vous se sont unis à leurs luttes. Aujourd'hui il est nécessaire de lutter unis, de nous donner la force nécessaire pour faire face aux menaces du gouvernement. Ne vous contentez pas d'envois de communiqués de soutien, ou de nourriture ! Etendez les actes de solidarité comme celui des employés du ministère de l'Agriculture.

VENEZ, COMME 600 DES VOTRES MERCREDI DERNIER, OU ETAIENT LES JOURNALIERS, A SANTO TOMAS DE AQUINO, DISCUTER DE COMMENT UNIR LA LUTTE, COMMENT ETRE PLUS FORTS, FAIRE DES ASSEMBLEES COMMUNES. RENDEZ-VOUS A LEURS MANIFESTATIONS ET ACTIONS, RENDEZ-LES PLUS MASSIVES POSSIBLES.

TOUS UNIS CONTRE LES CONdamnATIONS DES 600 JOURNALIERS !

(07.09.86) Courant Communiste International

### POLEMIQUE

## LES REVOLUTIONNAIRES A L'EPREUVE DES LUTTES

Le milieu politique prolétarien en Belgique a manifesté d'importantes faiblesses quant à sa compréhension de la vague de luttes massives qui se sont déroulées dans ce pays au printemps dernier, démontrant une grave sous-estimation de la dynamique d'unification qui s'est clairement exprimée dans ces luttes.

Si nous publions ci-dessous une polémique parue à ce sujet dans la presse du CCI en Belgique (*Internationalisme n° 111*) c'est que nous avons la conviction que d'autres mouvements de cette ampleur sont à l'ordre du jour partout en Europe, et particulièrement en France. Notre souci ici est d'appeler les groupes révolutionnaires en France à prendre conscience de la nécessité d'être à la hauteur de leurs responsabilités politiques face à cette situation.

■ L'attitude des différents groupes du milieu révolutionnaire au cours des événements de Belgique est révélatrice du grave retard accusé par celui-ci face à l'actuelle accélération de la confrontation entre les classes. Si le "printemps belge" a nécessairement secoué quelque peu la torpeur du milieu, la plupart des groupes sont cependant passés à côté de la signification de ces événements, annonceurs d'une nouvelle phase d'accélération au sein de l'actuelle vague internationale de luttes ouvrières.

Ainsi, le Groupe Communiste Internationaliste - qui hier encore s'exclamait que "la paix sociale règne en Europe" (cf. "Internationalisme" n° 102) - publie en juin le n° 12 d'"Action Communiste" (revue qui n'avait plus paru depuis... avril 84!), où on peut lire : "...il est évident que le mouvement ouvrier est loin d'avoir été écrasé. Au contraire, nous nous trouvons dans une phase de reprise des luttes bien que celles-ci soient timides, mais il règne dans notre classe un état d'esprit attentiste..." et plus haut dans le même article : (ces dernières années) "la plus grande partie du prolétariat mondial a fermé sa gueule et en a effectivement pris plein les dents." S'il y a évolution de la part du GCI qui admet maintenant l'existence de cette reprise, c'est pour le faire du bout des lèvres, dans une appréciation mi-chèvre mi-chou, rejoignant en cela l'attitude hésitante de pratiquement tout le milieu autour de nous.

En effet, si la reprise des luttes ne peut plus être ignorée, la reconnaître pleinement pour ce qu'elle est, c'est-à-dire l'engagement du prolétariat dans une phase décisive pour l'avenir historique de ses combats, signifierait placer sa propre activité à la hauteur de cette situation. Or, le GCI (formé à partir d'une scission de notre courant, qui lui reprochait de sous-estimer le rôle des révolutionnaires) tout comme la FCI (Fraction Communiste Internationaliste - produit d'une scission du GCI) se révèlent en fait, au-delà des grandes envolées sur le rôle dirigeant du parti, incapables d'assumer réellement la tâche d'intervention décidée au sein des luttes de notre classe exigée par la situation présente.

Ainsi, au moment où tout le pays était secoué par des luttes dans tous les secteurs et qui cherchaient à s'unifier, que proposait le GCI ? L'extension active ? La recherche de tous les moyens permettant aux secteurs en lutte de se regrouper, de s'unifier dans l'action ? Non ! Pour le GCI, le moyen "enfin trouvé", c'est... le sabotage de la production ! La

question ici n'est pas de savoir si le sabotage est, ou non, un moyen de lutte "en général", mais d'apprécier, à un moment donné de la lutte, quelles sont les réelles questions qui se posent et de mettre en avant des moyens réalisables capables d'y répondre. Mais cette question, le GCI évite de se la poser, et il préfère surenchériser de radicalisme en proposant tout et n'importe quoi, pourvu que ça ait l'air le plus anti-syndical possible. De tout temps, ce groupe a affiché une prédilection pour toutes les formes "d'action violente" en général, sans se rendre compte que c'est souvent la bourgeoisie qui, grâce au syndicalisme de base, tente d'enfermer les secteurs combattifs dans des "actions violentes" sans perspective qui les détournent de la recherche de la solidarité des autres secteurs qui, elle, constitue le besoin central des luttes actuelles et la réelle hantise de la bourgeoisie.

D'autre part, il ne suffit pas de répéter des mots d'ordre généraux - justes en eux-mêmes, mais insuffisants - tels que "il faut s'organiser en dehors et contre les syndicats", pour contribuer réellement à faire avancer la nécessaire confrontation avec l'obstacle syndical.

Ainsi, dans une belle unanimité, tout le milieu en Belgique -GCI, FCI, RAIA, FECCI (1)- accuse l'intervention du CCI à propos de la manifestation du 31 mai de "gauchisme", "suivisme vis-à-vis des syndicats", parce que nous avons clairement appelé les ouvriers à ne pas laisser les syndicats faire de cette manif un enterrement en règle de la lutte, mais au contraire à compter sur leurs propres forces pour faire de celle-ci un réel moment de renforcement du combat. Pour tous ces groupes, puisque la manif était organisée par la FGTB et qu'il était clair que celle-ci voulait en faire une promenade-enterrement, il n'y avait... rien à faire ! Ce qu'ils auraient voulu, c'est une manif "pure", une manif dont les syndicats ne se mêlent pas (à moins qu'on ait attendu que ceux-ci s'engagent à ne pas chercher à enterrer la lutte ?) Ils ne voient pas que les syndicats n'ont fait -comme ils le feront encore et encore demain- que reprendre à leur compte une initiative venue des ouvriers, en s'arrangeant d'abord pour la repousser au plus tard possible, ensuite pour l'organiser de telle sorte que les secteurs les plus combattifs soient soigneusement séparés les uns des autres. Au lieu d'appeler les ouvriers à s'opposer activement à ces manoeuvres et à ne compter que sur eux-mêmes pour que la marche sur Bruxelles soit l'occasion de se regrouper et de décider ensemble, contre les syndicats, des moyens de poursuivre encore plus fort le combat, le milieu n'a rien trouvé d'autre à proposer aux ouvriers que boycotter la manif. En cela leur pseudo-radicalisme anti-syndical les a conduits à jouer le jeu même de la bourgeoisie, qui ne visait pas autre chose qu'épuiser la dynamique du mouvement en maintenant dans l'isolement les secteurs les plus combattifs. Ainsi, tombant dans ce piège, la FCI, lors de notre réunion publique du 24 mai, saluait comme une "saine réaction ouvrière", les manoeuvres du syndicalisme de base à Charleroi, qui utilisant la méfiance justifiée des cheminots envers la FGTB, les appelait à "boycotter le 31 mai" et à "continuer seuls la lutte s'il le faut"...

La question syndicale ne se pose pas à la classe ouvrière "une fois pour toutes", comme préalable à toute action de lutte, mais au contraire, c'est à

chaque pas de la lutte, que la classe rencontre devant elle cet obstacle, sous une forme ou sous une autre, et que pour avancer elle est contrainte de pousser plus loin la confrontation directe avec les syndicats. Et c'est ce processus que les révolutionnaires se doivent de pousser en avant dans leur intervention concrète en partant des besoins et des potentialités immédiates du mouvement.

Un autre exemple significatif à ce sujet est celui de la "coordination d'enseignants du Malibrant" à Bruxelles. La tenue quotidienne de cette assemblée pendant des semaines, qui affirmait son indépendance vis-à-vis de tous les appareils syndicaux, illustre, à l'instar des différents "comités de lutte" qui ont surgi un peu partout, l'énorme méfiance accumulée vis-à-vis des syndicats et la tendance des ouvriers à prendre en mains l'organisation de leur combat. Mais, malgré la force représentée par sa volonté d'autonomie et son caractère d'assemblée ouverte, la lutte du Malibrant s'est révélée dans les faits en deçà de l'exemple donné par les mineurs ou les cheminots, en ne se donnant jamais les moyens de s'élargir au-delà du secteur de l'enseignement. L'obstacle du syndicalisme s'est révélé à travers le poids du corporatisme, activement entretenu par les gauchistes et syndicalistes de base présents en permanence et qui étaient prêts à flatter le caractère démocratique et souverain des AG pour mieux éviter que ne se discutent les questions centrales telles que: comment ouvrir plus largement les AG en adressant les tracts non pas aux seuls enseignants; comment mener des actions qui aillent dans le sens de développer la solidarité de et avec les travailleurs des secteurs en lutte ?

C'est cette indépendance formelle du Malibrant vis-à-vis des syndicats qui a conduit des groupes comme la FCI ou la FECCI, non seulement à focaliser leur intervention dans le mouvement sur ce seul secteur, mais, dans le contenu même de leur intervention, à s'axer sur cette question d'"indépendance face aux syndicats" en soi, comme préalable à toute chose, au lieu de pousser, en mettant en évidence comment les syndicalistes s'opposaient à toute idée d'unification avec les autres secteurs, à ce que soit menée plus loin la critique en actes de l'obstacle syndical. Particulièrement caricaturale était l'attitude de la FECCI, qui, au nom de "rester purs", s'opposait ouvertement à l'idée de se rendre à une assemblée de travailleurs des services publics sous prétexte que celle-ci était organisée par la FGTB. C'est d'ailleurs avec la même logique que ce groupe considère -dans sa dernière revue- comme une pure magouille syndicaliste l'action des mineurs du 24 mai vers les cheminots à Bruxelles, toujours au nom du fait qu'il s'agissait d'une "assemblée syndicale".

Ce que révèle finalement l'attitude des différents groupes face aux luttes présentes, c'est leur profonde sous-estimation, tant des potentialités du mouvement du prolétariat, que des armes déployées par l'ennemi de classe. Au-delà, ce qui est en cause c'est la sous-estimation des énormes responsabilités incombant dès aujourd'hui aux révolutionnaires pour assumer pratiquement les tâches pour lesquelles le prolétariat les a fait surgir.

(article paru dans *INTERNATIONALISME* n° 111) PE

(1) Voir note p. 7

# CHOMAGE...

(SUITE DE LA PAGE 8)

Au sein des forces syndicales, la CGT est certainement celle à laquelle est dévolu le principal rôle d'encadrement des ouvriers, de détourner ceux-ci du terrain réel où se situent leurs intérêts de classe, plus que jamais aujourd'hui. La CGT raconte en ce moment-même aux ouvriers de la Norme, promis au chômage, que le capitalisme est viable, que le capitalisme français-en tout cas -est viable, alors qu'elle sait bien qu'il n'en est rien. Krasucki critique durement Maire (pour l'apparence bien sûr). Mais la CGT oublie de rappeler qu'hier encore, quand le PC était associé au gouvernement "socialiste", c'est elle, sur le terrain, qui a fait passer les licenciements, à Talbot et Citroën, entre autres. La CGT n'a pas de mots trop dénonciateurs pour accabler les discussions sur les aménagements du temps de travail, les "petits boulots", la suppression de l'autorisation administrative préalable aux licenciements; mais quoi qu'il en soit, elle-même, hier et encore maintenant, signe des accords de licenciements. La CGT est certainement le premier ennemi syndical des ouvriers.

Tout ce beau monde bourgeois s'entend comme larons en foire, communiant dans un même esprit d'hostilité aux ouvriers. Des chômeurs, humainement parlant, ils s'en foutent comme de l'an 40 ! Il se partage les rôles, il assure l'imbrication des différents éléments du dispositif d'attaque de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Dans cette division du travail, il n'est pas jusqu'aux différents syndicats -ou assimilables- de chômeurs, qui ne trouvent une fonction. Il y a déjà quelque temps que les "associations" de quartier affiliées à la Fédération Nationale des Chômeurs se sont mises au turbin pour fournir des "occupations" aux chômeurs, des "petits boulots" (culturels ou "sociaux") pour les détourner de la lutte et de leur acrimonie contre l'Etat et tous les représentants de celui-ci. En cette matière, les "syndicats de chômeurs" en ont appris à MM. Séguin et Maire !

Les "petits boulots", le travail précaire, dans l'immédiat les ouvriers sont bien forcés de les prendre. Il faut bien manger. Mais que la bourgeoisie ne

s'attende pas que les prolétaires lui disent merci pour cela, comme semble l'espérer M. Séguin.

**UNE SEULE SOLUTION : LUTTE UNIFIEE DE TOUS LES PROLETAIRES**

Ouvriers, c'est la vérité nue du capitalisme qui se présente aujourd'hui à vos yeux. Devant vous, c'est la classe bourgeoise unie que vous avez, serrant les rangs pour vous attaquer. Vous devez également répondre à cette attaque de façon unie. Unité du contenu de la riposte d'abord. Il n'y a pas d'un côté un problème des chômeurs et de l'autre un problème des travailleurs dits "actifs". Précarisation du travail ou privation d'emploi, c'est un seul problème. Lutte des chômeurs ou lutte des ouvriers au travail, c'est une même et seule lutte. Unité des luttes elles-mêmes, ensuite. Il faut refuser la division, l'éparpillement des foyers de lutte que tentent d'imposer les syndicats. Ouvriers, il faut étendre et unifier vos différentes luttes locales, constituer une riposte frontale, "actifs" et "chômeurs" tous ensemble et en même temps. Si vous devez tirer une leçon des "petits boulots", c'est bien qu'il s'agit d'une manoeuvre pour atomiser les ouvriers sans emploi, prévenir leur regroupement pour la lutte, la fusion de leur combat au sein de la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble. Derrière cette histoire de petits boulots, c'est tout l'enjeu actuel des luttes ouvrières qui repose, finalement, celui des affrontements décisifs avec la bourgeoisie, en commençant avec la force syndicale de celle-ci.

Ouvriers, au travail ou chômeurs, vous n'avez d'autre choix que celui d'entrer en lutte. C'est votre seule garantie d'avenir. Ne vous laissez pas abuser par les manoeuvres de la bourgeoisie : celle-ci feint de vouloir faire quelque chose contre le chômage, mais c'est pour imposer le chômage et distraire les ouvriers de la lutte. Affirmez bien fort à la bourgeoisie que vous ne vous résignez pas, que vous rejetez le fatalisme bourgeois, qu'une autre société est possible : une société qui mettra fin à la misère et à l'exploitation.

S.M.

# Souscription

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS.

NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION. NOS LECTEURS QUI LE DESIRENT, POUR UNE SOUSCRIPTION MINIMUM DE 80F. RECEVRONT 10 numéros : Souscription n°1 : n° 6 et 7 de RI ancienne série, et n°1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série. Souscription n°2 : n° 11 à 21 de RI nouvelle série. Souscription n°3 : Bulletins d'études et de discussion encore disponibles. Souscription n°4 : 10 premiers numéros de la Revue Internationale encore disponibles. Souscription n°5 : 10 numéros suivants de la Revue Internationale encore disponibles.

SOUSCRIPTION PERMANENTE :

M. (Rodez).....276f.	M. (Nantes).....20f.
S. (Nîmes).....120f.	N. (Nantes).....20f.
G. (Nantes).....100f.	P. (Le Havre).....200f.
Re (Nantes).....30f.	S. (Marseille).....120f.
D. (Nantes).....50f.	Total.....926f.
D. (Nantes).....50f.	
DC (Nantes).....50f.	Total général...12791f.

QUELQUES LIBRAIRIES OU ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU C.C.I. :

- PARIS : "PARALLELES" - 47, rue St Honoré, 75008  
"L'HERBE ROUGE" - 1 bis, rue d'Alésia  
PARIS 13e  
- MONTRouGE : "LA BOULANGERIE" - 67, rue de Bagneux  
- ROUEN : "L'ARMITIERE" - 5, rue Basnage  
- LILLE "LIBRE Pensee" - 38, rue Jules Guesde

# PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA  
Apartado de Correos 1088 VALENCIA,  
46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME  
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM  
PO BOX 20193 London Terrace Station,  
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO  
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE  
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE  
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION  
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

# BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE  
(10F + 3F de frais d'envoi)  
NATION OU CLASSE (idem)  
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)  
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)  
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)  
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)  
LA DECADENCE DU CAPITALISME  
(10F + 6F de frais d'envoi)  
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION  
(20F + 6F de frais d'envoi)  
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE  
(30F + 12F de frais d'envoi)

# ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)  
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F  
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE : 4ns)  
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F  
Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)  
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F  
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais - 75011 -  
Directeur de la publication : D. Van Celst  
Numéro de commission paritaire : 54267  
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

# APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL  
**LA PERIODE DE TRANSITION  
DU CAPITALISME  
AU SOCIALISME I**  
Le développement de l'Etat dans  
la théorie marxiste  
de la révolution



NOTE (1) DE LA PAGE 6

GCI : BP 54 - Bruxelles - BELGIQUE

FCI : BP 99 - Bruxelles - BELGIQUE

RAIA : BP 1724 - 1000 Bruxelles - BELGIQUE

(voir article dans INTERNATIONALISME n° 105)

FECCI : BP 1181 Centre Monnaie - 1000 Bruxelles

BELGIQUE (voir INTERNATIONALISME n° 104 et la

REVUE INTERNATIONALE n° 45)

# REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :

**Contre les attaques généralisées, le chômage, la barbarie**

**DEVELOPPER ET UNIFIER LES LUTTES OUVRIERES**

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 17 octobre à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LYON :

Réunion publique le 17 octobre à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne. Métro : République.

Permanence le 21 octobre à 18h au café "La brioche", 6, rue de la Barre, 2ème, métro Bellecour.

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le dimanche 12 octobre à partir de 11h30.

LILLE :

Réunion publique le 18 octobre à 14 h 30 la MNE au 23, rue Gosselet.

Vente au marché de Wazemmes tous les 1 et 3ème dimanches du mois.

MARSEILLE :

Réunion publique le 31 octobre, à 20h, au 205, rue Ste Cécile.

Permanence le 15 octobre, de 19h à 20h à "l'Artistic Bar", 4 cours J.Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :

Réunion publique le 18 octobre à 17h, au 14, rue du Château (quartier Decré). Après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche au premier palier.

Permanence le 24 octobre à 20h30, même adresse.

Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 11 octobre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 11 octobre à 17 h10 au 27, avenue de Choisy, métro : Porte de Choisy.

Permanence le 25 octobre de 17 h à 19 h même adresse.

ROUEN :

18 octobre à 16h 30

Permanence le 17 octobre à 20h30 à la Halle aux Toiles

St-ETIENNE :

Réunion publique le 22 octobre à 20h30, salle 7 à la "Maison pour tous", 28 rue Palle, Beaulieu.

TOULOUSE :

Réunion publique le 24 octobre, à 21, rendez-vous devant l'entrée Cafétéria du géant Casino, pont des Demoiselles.

Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue StExupéry. Vente de la presse les 2è et 4è dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2è dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 25 octobre à 17h à la "Maison pour tous" rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUELES-TOURS.

# TOUS LES OUVRIERS SONT CONCERNES

■ "Petits boulots", "travail intermédiaire", voilà les deux nouveaux mots que la bourgeoisie française vient d'introduire dans le vocabulaire pour désigner l'attaque sans merci qu'elle déploie contre l'emploi; contre ce qui constitue la base des conditions d'existence des ouvriers. Il y a peu de temps, lorsque la gauche était encore au pouvoir, l'argot à la mode, c'était la "flexibilité" ou son équivalent: "l'aménagement du temps de travail". Quel que soit le jargon dont elle use, c'est toujours la même réalité que la bourgeoisie -qu'elle soit "socialiste" ou "libérale"- désigne: l'incapacité du capitalisme de maintenir une masse croissante d'ouvriers dans l'appareil productif.

La réalité de la situation capitaliste: diminution des effectifs salariés, réduction des assistances et des couvertures sociales, les ouvriers n'attendaient pas les débats médiatiques entre M.Séguin -l'actuel ministre des Affaires sociales- et M.Maire -le chef de la CFDT- pour la connaître. Ils vivent jour après jour le gonflement farouche du nombre des pertes d'emploi et des licenciements dans les entreprises. Sans avoir d'abord besoin de lire les journaux -dans les colonnes desquels l'information sur les suppressions d'emplois occupe désormais une rubrique quotidienne- les ouvriers font l'expérience vive, sur le terrain, que plus aucun secteur économique n'est épargné. Aucune catégorie d'ouvriers -au sens large- n'est préservée de la menace de la perte d'emploi, même dans les entreprises capitalistes les plus solides, comme Renault, Alsthom, Thomson, etc, et même dans le secteur public ou para-public qu'on disait naguère protégé, comme à l'EDF-GDF, à la SNCF, dans l'Administration, les Banques, les Assurances... Cette réalité de l'emploi -comme celle de la protection sociale par ailleurs- est parlante pour les travailleurs avant que les statisticiens économistes de la bourgeoisie ne la chiffrent. Il y a désormais, en France, 2 500 000 chômeurs -officiellement- recensés. Soit près de 11% de la population active. Au sein desquels on compte plus du quart de la jeunesse entre 18 et 26 ans, qui n'a pas de travail -mesure l'OCDE- qui vient de rendre public son rapport "86" sur l'emploi. Ce n'est pas une situation spécifiquement française: rien que dans les pays dits "les plus industrialisés" -pour ne pas parler de ceux du tiers-monde- il y a aujourd'hui 31 millions de sans-emploi (8,5% de la population active), établit le même document de l'OCDE. Et quant aux perspectives, les "experts" de cette officine bourgeoise -prétendue de "coopération et de développement économique"... eh bien, c'est clair: ça ne va pas s'arranger! Ni en France ni ailleurs!

## LE CAPITALISME N'A PLUS RIEN A OFFRIR

Cet état du capitalisme mondial -donc français entre autres- démontre de manière si évidente l'impassabilité historique du système, l'impossibilité pour la bourgeoisie de sortir de la crise, qu'il ne reste plus à cette classe que le cynisme à ciel ouvert comme argument idéologique pour s'adresser aux exploités. Classe exploiteuse, la bourgeoisie est pour ainsi dire naturellement cynique. Cela fait partie du souverain mépris dans lequel elle tient les prolétaires, ceux qu'elle a privés de toute ressource d'existence autre que celle de vendre leur force de travail, de négocier le prix du droit d'exploitation de cette force par le capitalisme. Par expérience familiale, la suite des générations ouvrières connaît ce cynisme de la bourgeoisie qui couvre les réalités de la misère et des guerres. Mais aujourd'hui, avec cette histoire des "petits boulots", l'insondable profondeur de ce cynisme confine aux abîmes! Partout dans le monde capitaliste -à l'Ouest comme à l'Est- les classes capitalistes nationales ont, comme dit le journal économiste bourgeois "l'Expansion": l'"emploi au coeur". Bourgeois tartuffes, plus vous supprimez les emplois et aug-

mentez le chômage, plus ça vous "tient au coeur": vous faites, par exemple, des "Restaurants du coeur". Crapules, sinistres crapules! Exploiteurs assassins d'ouvriers! Partout les bourgeoisies profèrent les mêmes menaces idéologiques ignobles, usent des mêmes "trucs": TUC, TIC, TIG, congés de formation, congés de reconversion, travaux d'alternance, intérim, etc., tandis qu'elles ouvrent les vannes du licenciement massif, cependant qu'elles discutent -avec leurs syndicats- les modalités de réduction de l'aide aux sans-emploi (nous en avons parlé dans le précédent numéro de RI), d'élimination des chômeurs inscrits du nombre des "ayants droit". Dans ce chœur du cynisme bourgeois international, il devait être dit que la France occupe un premier pupitre. Comment? messieurs Séguin et Maire -et autres Krasucki-, il faudrait que les prolétaires gobent vos "salades" énormes, grotesques: que le portage de journaux à domicile -à la place des chiens-, la livraison de croissants aux personnes âgées, faire le ménage chez celles-ci et leur servir de garde-malade, que le baby-sitting et on n'imagine pas combien d'autres expédients de ce genre -bien entendu sous-payés et sans couverture sociale- que ces activités-là soient pour l'avenir capables de constituer un secteur économique à part entière, un "gisement" d'emplois, comme l'appelle Séguin dans son ineffable verbiage de technocrate. C'est évident que les ouvriers ne croient pas à ces monuments de bêtise et de méchanceté bourgeois. Pour autant qu'elles correspondent à une réalité, ces menaces se rapportent seulement à une chose: le capitalisme n'a plus rien à offrir aux prolétaires! Le capitalisme est en banqueroute. Les bourgeois eux-mêmes -les factions derrière Séguin comme les factions derrière Mitterrand et Maire- ne croient pas dans ces sottises de la revivification du capitalisme au travers d'un économisme "intermédiaire", variante de la "révolution libérale" -capotée- de Reagan aux USA. La relance économique par le développement des activités de services, de loisirs, cela a déjà fait long feu avant que de commencer au pays de l'oncle Sam! Idéologie que tout ça! Pourtant les débats médiatiques à répétition entre représentants gouvernementaux et représentants syndicaux ont réellement une fonction bourgeoise, du point de vue des intérêts d'Etat de la bourgeoisie, en France et ailleurs. Devant la télévision ou bien face au public patronal du "Forum de l'Expansion" (le plus récent s'est tenu le 24 septembre en présence du couple Séguin-Maire), qu'est-ce que vient réellement dire la bourgeoisie aux prolétaires? Que ceux-ci, qu'ils le veuillent ou non, doivent s'habituer désormais à vivre avec des millions de chômeurs, à survivre avec des moitiés d'emploi, des bouts de salaires et d'allocations de chômage, des fragments d'incapacités de Sécurité Sociale. C'est à prendre ou à laisser, voilà le message des bourgeois aux ouvriers. Car pour la bourgeoisie -et là-dessus elle a raison- le chômage massif, la précarité de l'emploi, c'est désormais la règle de vie du capitalisme, sa "modernité", comme dirait Maire. Il n'y aurait rien à faire, il n'y aurait qu'à se résigner. Et si les ouvriers ne s'y plient pas, eh bien il y a la répression.

## LA VERITE DES MENSONGES BOURGEOIS

Derrière toute cette frénésie médiatique sur les "petits boulots", l'"aménagement du temps de travail", il y a une préoccupation d'Etat incontestable. C'est que les bourgeois se soucient du problème de millions et de millions de prolétaires réduits à l'oisiveté forcée -et impécuniaire-, à traîner dans les rues en ruminant une rancœur contre les patrons, les gouvernants, les syndicats, qu'ils prennent tous pour les responsables de leur détresse. Il y a là une situation malsaine pour l'Etat, un "gisement" de subversion. Les bourgeois, ils disent que c'est par sentiment du coeur, par humanisme social, qu'ils s'occupent de mettre en place les structures de "petits-boulots" et autres travaux "intermédiaires". Ce serait, à les croire sur parole, pour agencer les moyens de la réinsertion sociale des chômeurs et des travailleurs précairisés. Foutaise! C'est tout simplement parce que l'Etat doit réagir à ce ferment de décomposition sociale que constitue la dégradation généralisée de l'emploi. C'est pour réassurer son contrôle et son

encadrement des populations exploitées.

Cette déstabilisation systématique de la condition prolétarienne est une attaque gigantesque de la bourgeoisie; son envergure énorme nécessite le concours de toutes les forces bourgeoises pour circonscrire la réaction inévitable des ouvriers. Ce que l'on voit au travers des multiples concertations aujourd'hui existantes entre patronat, syndicats, représentants gouvernementaux et des partis politiques sur le sujet de l'emploi -le problème n°1, comme dit toute la bourgeoisie, de droite et de gauche-, c'est le jeu d'une division du travail dans l'attaque contre la classe ouvrière. D'un côté, il y a ceux qui ont les responsabilités de conduire l'économie française. Ceux-là disent: ce n'est pas une question de couleur gouvernementale. Qu'on soit "socialiste" ou "libéral", du moment que l'on est responsable, il faut reconnaître les réalités -c'est à dire la précarisation de l'emploi- et les traiter comme telles. Là-dessus, le gouvernement Chirac, très honnêtement, rend hommage à son devancier miterrandien. Et il a raison, car c'est bien vrai que ce sont les "socialistes" -et aussi les "communistes"- qui ont amorcé le réalisme politique actuel en matière de chômage, pratiquant les premiers licenciements massifs dans les grandes entreprises nationales (sidérurgie, construction navale, charbonnage, construction automobile: Talbot, Citroën) et préparant les dossiers de "dégraissage" d'effectifs que le nouveau gouvernement met à présent en oeuvre. Les "socialistes" -et plus encore les "communistes"- feignent aujourd'hui de s'élever contre la "politique réactionnaire" de la droite. Mais c'est juste pour donner le change, pour se donner le visage oppositionnel qui peut leur permettre d'assurer l'encadrement des ouvriers. Car sur le fond, du point de vue des réalités capitalistes, ils sont bien d'accord avec Chirac: ils ont expérimenté avant le gouvernement de celui-ci ces réalités. C'est eux qui ont initié l'attaque anti-ouvrière actuelle.

Par un autre côté, il y a les syndicats. Et c'est d'ailleurs sur eux que repose essentiellement l'accomplissement de l'attaque: ils sont la "cheville ouvrière" de l'Etat. Là aussi, partage du (petit?) boulot: la CFDT, par la bouche de Maire, tient le langage du syndicalisme lucide: "Les vieilles pratiques syndicales sont dépassées. Il faut moderniser le syndicalisme pour l'adapter aux réalités modernes. Il faut faire évoluer le rapport conflictuel" ouvriers/patrons". Voilà le message de Maire dans ses dialogues avec Séguin. En même temps -car la CFDT n'assurerait plus, autrement, sa fonction syndicale- Maire dispute au ministre des Affaires sociales les modalités de la précarisation du travail: précarisation, oui, mais à condition que les ouvriers soient concertés, qu'ils puissent dire à quelle sauce sociale ils consentent de plonger dans la misère. A son tour, cette position "moderniste" de la CFDT permet à la CGT de jouer tout à son aise au syndicalisme ouvrier pur et dur, au syndicat de lutte de classe, en crachant (pour la galerie) sur le "renégat" Maire et son syndicalisme de "collaboration de classe"; tout en déployant, sur le terrain des usines et des lieux de travail, des actions au radicalisme aussi spectaculaire que contraire au réel développement des luttes ouvrières.

(SUITE P. 7)



## Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.